

UNE SITUATION NOUVELLE EN AMÉRIQUE LATINE

par E. LAURENT

« Nous sommes en présence d'une situation sans précédent dans l'histoire de l'Argentine », a déclaré le ministre de l'Intérieur Borda au lendemain des combats furieux livrés les 29 et 30 mai dernier par les travailleurs et étudiants de Cordoba contre les troupes d'élite de l'Etat bourgeois envoyées rétablir l'ordre dans le grand centre métallurgique du pays. De fait, l'Argentine et l'Uruguay voisin ont été, depuis le milieu du mois de mai 1969, le théâtre d'une ample montée de la classe ouvrière et des étudiants, et ont vu se dérouler des luttes d'une intensité et d'un niveau de conscience rarement égalés dans l'histoire du prolétariat d'Amérique latine. Ce n'est d'ailleurs pas seulement en Argentine et en Uruguay, mais dans toute l'Amérique latine que la situation est "sans précédent". C'est là ce que démontrent les luttes, les grèves, les occupations d'entreprises et de domaines fonciers, les manifestations de masse ouvrières et paysannes qui ont marqué, depuis 1966, la vie sociale du Chili, les luttes menées par les étudiants avec l'héroïsme et les sacrifices que l'on sait à Mexico, les manifestations étudiantes de Caracas, de Quito et d'ailleurs ; ce que démontrent aussi le coup d'Etat préventif et la politique de nationalisation et de réforme agraire des militaires au Pérou, dans leur tentative pour freiner la mobilisation des masses ouvrières et paysannes contre le régime de la propriété privée et l'Etat bourgeois ; la résistance acharnée, enfin, que les masses opposent à la dictature militaire au Brésil, et sans laquelle aucun des coups de commando récents, si spectaculaires qu'ils soient, n'aurait pu avoir lieu.

Dans cet article, nous nous bornerons à parler de l'Argentine et de l'Uruguay, et cela principalement dans le but de souligner, à l'intention des militants français et européens, à quel point la classe ouvrière d'Amérique latine se trouve partie prenante dans le mouvement actuel de montée du prolétariat à l'échelle mondiale. A la grève générale française, à la mobilisation des travailleurs tchécoslovaques, aux luttes des travailleurs de

la Fiat ou des ouvriers agricoles de Calabre, à la longue grève victorieuse de Port Talbot font écho les batailles de rue livrées aux forces de répression par les travailleurs de l'automobile des usines Fiat et Renault de Cordoba, le refus des cheminots de Rosario d'obéir à l'ordre de mobilisation qui leur a été signifié par les militaires dirigeant les chemins de fer argentins, ou encore la grève de deux mois et la résistance à l'ordre

de mobilisation des employés de banque de Montevideo. L'unité de la lutte mondiale des classes s'exprime clairement au travers de cette conjonction des combats, et impose aux militants révolutionnaires de tous les pays la tâche impérieuse de donner à cette unité objective son expression consciente : l'Internationale révolutionnaire, le parti mondial de la révolution.

Il s'ensuit que c'est à des militants, et, plus encore, à des organisations engagées dans le combat, qu'il appartient de faire l'analyse des luttes en cours à Buenos-Aires, Cordoba, Tucuman ou Rosario, à Montevideo, à Santiago ou à Mexico, et d'en dégager les leçons qui s'imposent en vue de la construction de partis révolutionnaires et de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière dans ces pays. Dans le présent article, il s'agit de porter à la connaissance des militants les luttes engagées par la classe ouvrière dans deux des Etats les plus industrialisés du continent latino-américain, et d'en montrer l'extraordinaire ampleur, tout à fait comparable aux combats livrés depuis deux ans en France et en Italie. Chemin faisant, il convient de souligner, à l'adresse de nos centristes locaux, à quel point l'action de la classe ouvrière en Argentine et en Uruguay représente le démenti le plus cinglant à leurs théories.

A cet égard, il paraît d'ailleurs indispensable de faire une constatation et à partir de celle-ci de poser une question aux militants qui continuent à identifier la défense de la révolution cubaine et le soutien des ouvriers et paysans cubains, avec le soutien politique du régime de Castro, et qui s'obstinent à décerner à Castro et à ses lieutenants l'épithète de révolutionnaires, marxistes « naturels » par surcroît.

En 1968, la presse cubaine a gardé un silence à peu près total sur la grève générale française ; elle a également maintenu les ouvriers, paysans et étudiants cubains dans l'ignorance complète quant au combat mené, tout près d'eux, par les étudiants mexicains. Au reste, Castro a, on le sait, apporté son appui à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, mais il ne paraît pas avoir cru bon, dans l'un de ces discours-fleuves dont il est si prodigue, d'expliquer aux masses et aux militants cubains l'extraordinaire importance qu'avaient, pour eux, la grève générale française et la chute de De Gaulle, clef de voûte de l'ordre bourgeois en Europe.

En 1969, à notre connaissance, Castro n'a pas pris position sur les combats de Cordoba ou de Rosario, ou sur la résistance des employés de Montevideo à l'ordre de mobilisation. Le sens des luttes des travailleurs argentins et uruguayens et la portée qu'elles ont pour la défense de la révolution cubaine paraissent lui avoir échappé. Par contre, Castro a cru nécessaire de prendre publiquement position en faveur des mesures adoptées par le régime militaire au pouvoir au Pérou. Après que son ministre stalinien de l'économie, Carlos Rafael Rodríguez, ait déclaré, lors d'un passage à Lima, qu'il considérait que « l'action péruvienne concernant le pétrole pourrait — en principe — être le début d'une véritable révolution », Castro a jugé utile de faire applaudir par les travailleurs de la province d'Oriente

les réalisations du régime militaire péruvien. « Nous avons eu le souci d'être discret — a-t-il déclaré — car nous ne voulions pas que l'on dise que nous influençons le gouvernement péruvien. A notre avis, le mouvement militaire au Pérou est différent de ceux qui existent dans d'autres pays d'Amérique latine. Son action va dans le sens du progrès, et la décision de nationaliser une compagnie pétrolière impérialiste est un acte de patriotisme et de courage. » Et Castro d'estimer également que « la loi de réforme agraire au Pérou est radicale et, si elle est bien appliquée, elle pourrait devenir révolutionnaire ».

Nous reviendrons prochainement sur l'évolution récente de la lutte des classes au Pérou et ses enseignements pour les révolutionnaires. Bornons-nous à dire qu'en dehors du P.C. péruvien, trop heureux d'y trouver la confirmation de ses thèses sur l'existence d'une aile progressiste anti-impérialiste de la bourgeoisie, à laquelle la classe ouvrière pourrait apporter son appui sans formuler son propre programme de classe, toutes les organisations péruviennes dont nous avons pu lire les analyses ont caractérisé le coup d'Etat militaire à la veille des élections générales de fin 1967 comme une mesure préventive destinée à arrêter la désagrégation de la domination bourgeoise et à devancer l'irruption des masses, dont les signes avant-coureurs s'étaient multipliés, sur la scène politique. Le régime que loue Castro s'est bien gardé de libérer Hugo Blanco ou les centaines d'autres prisonniers politiques qui croupissent dans les geôles péruviennes. « L'ordre » a été maintenu à tout prix, et les manifestations et grèves des travailleurs et des paysans durement réprimées. Il s'agit d'un régime de caractère nettement bonapartiste, qui n'entend pas laisser — s'il peut l'éviter — la moindre initiative aux masses dans le cadre des changements économiques qu'il tente d'effectuer, et qui sont tous orientés vers un élargissement et un renforcement des bases du système capitaliste au Pérou. Les dirigeants américains l'ont d'ailleurs fort bien compris. Ils n'ont pas seulement soigneusement évité la moindre représaille économique, mais ils ont poursuivi l'application de leurs accords militaires en vue de l'entraînement et du rééquipement de l'armée péruvienne.

C'est ainsi qu'il paraît nécessaire de demander aux « supporters » de Castro : qu'est-ce donc que ce « révolutionnaire », qui apporte son appui aux geôliers de Hugo Blanco ? Qu'est-ce donc que ce dirigeant suprême des luttes latino-américaines, qui prend position en faveur d'un régime bonapartiste ennemi des masses ouvrière et paysanne du Pérou, mais n'a rien à dire des combats héroïques des travailleurs de Cordoba ou de Montevideo ? S'agit-il de « realpolitik » ? Mais alors, jusqu'où vont les limites d'une telle politique ? Et d'ailleurs, depuis quand les « marxistes » sont-ils des adeptes de cette « realpolitik », que Marx a d'ailleurs dénoncée expressément dans une de ses lettres à Kugelmann ! Ses déclarations n'indiquent-elles pas clairement de quel côté ce « lider maximo » se trouve dans les combats qui opposent à l'échelle mondiale la classe ouvrière et la paysannerie à l'impérialisme et à son agent et allié, la bureaucratie du Kremlin ?

Argentine, mai 1968

Dans les premiers jours de mai 1969, le gouvernement du général Onganía, issu du coup d'Etat militaire du 28 juin 1966, a annoncé, par voie de décret, un relèvement de 20 % du prix de l'essence et de 25 % de ceux des transports urbains, et aussi la suppression d'une prime de 9 %, dite du « samedi anglais », dont bénéficiaient les travailleurs des cinq provinces les plus industrialisées du pays. Au même moment, ce gouvernement de dictature militaire autorisait un relèvement de plus de 100 % du prix des repas dans les restaurants universitaires, dont le coût, pour les étudiants, passait d'un seul coup de 25 à 57 pesos.

Pour le gouvernement Onganía, il s'agissait là simplement d'une étape de plus dans l'application du plan de « stabilisation » et « d'austérité » (dont on s'est souvent plu à noter les ressemblances avec les plans Pinay-Rueff-Armand de 1958-1959 et Giscard d'Estaing de 1963), plan qui avait été promulgué le 1^{er} janvier 1967 par le ministre de l'économie et du travail Kreiger-Vasena, sur « avis » du Fonds monétaire international et qui se conformait strictement aux exigences et aux intérêts du grand capital américain. Les mesures annoncées en mai 1969 faisaient suite à une série d'attaques brutales portées contre la classe ouvrière depuis l'arrivée au pouvoir des militaires et la publication du plan Kreiger-Vasena : promulgation, en octobre 1966, d'un nouveau règlement de travail des ouvriers portuaires arrachant à ceux-ci tous les acquis et garanties gagnés au cours de vingt ans de lutte ; mesures de compression massive des effectifs dans le secteur public, et notamment dans les chemins de fer, où le gouvernement militaire a entrepris, à partir de juin 1966, un processus de nationalisation et « reprise en main » comportant le licenciement de 40 000 cheminots, et la promulgation, là aussi, d'un nouveau statut du travail ; fermeture massive de sucreries cataloguées « déficitaires » dans la région de Tucuman ; hausse générale de tous les tarifs des services publics en décembre 1967, accompagnée du blocage général des salaires, alors que les prix ont augmenté de plus de 60 % depuis 1967, selon les propres aveux du gouvernement, qui donne là des chiffres officiels très inférieurs à la réalité.

Chacune de ces mesures avait provoqué des réactions immédiates et décidées de la part des travailleurs, mais les actions entreprises avaient conduit à une succession d'échecs et même de défaites très graves, largement préparée et facilitée par la politique de l'aile ultra-droitière, néo-péroniste, de la C.G.T., dont le chef de file était, jusqu'à son assassinat récent, August Vandoz. C'est ainsi que le nouveau règlement de travail des ouvriers portuaires fut immédiatement suivi d'un ordre de grève de durée illimitée du syndicat des dockers. La grève fut marquée par des incidents violents (heurts avec la police, bombes, occupation du siège de la C.G.T. par les grévistes). Mais elle se traduisit par un échec. L'appareil de la C.G.T. désavoua l'« action provocatrice des activistes », et permit au gouvernement de prendre en toute liberté des mesures brutales : dissolution du syndicat des dockers, menace de retrait de la carte professionnelle aux dockers qui ne reprendraient pas le travail, remplacement des gré-

vistes par des ouvriers protégés par la police, arrestation d'Eustaquio Tolosa, secrétaire général du syndicat, sous l'inculpation d'avoir « favorisé des sanctions politiques ou économiques contre le pays ».

La résistance aux licenciements et autres mesures adoptées contre les cheminots, prise en charge directement par l'appareil « vandoriste » et conduite en pure traîtrise, conduisit à un échec peut-être plus grave encore. En effet, pour marquer son « opposition » aux mesures annoncées contre les fonctionnaires en général et les travailleurs en particulier, la direction de la C.G.T. organisa deux grèves : une grève générale de 24 heures pour le 14 décembre 1966, tout d'abord, suivie, le 12 janvier, d'une grève particulière aux cheminots. La grève générale avait un but démobilisateur avéré, la C.G.T. y appelait tout en soulignant que la grève générale ne signifiait pas la rupture du dialogue avec le gouvernement, si celui-ci consentait à modifier sa politique économique et sociale (dont le communiqué attribuait la responsabilité aux « monopoles internationaux et à l'oligarchie terrtienne », mais non à Onganía et à ses ministres !). Le résultat voulu fut atteint. La grève générale du 14 décembre fut un semi-échec : les 2/3 environ des travailleurs auraient suivi l'ordre dans l'ensemble du pays, mais la capitale elle-même n'en fut que partiellement affectée, et il n'y eut ni heurts avec la police, ni manifestations.

Cela ouvrit la voie au gouvernement pour réprimer durement la grève des cheminots le 12 janvier 1967. Les deux syndicats, *Union ferroviaire* (190 000 employés sédentaires) et *Fraternité* (28 000 roulants) renouvelèrent leurs « protestations » contre les mesures gouvernementales, mais en précisant, une fois de plus, « ne pas vouloir rompre le dialogue », ce qui permit au gouvernement de frapper les cheminots en toute liberté, comme dans le cas des dockers. Il bloqua en banque les fonds déposés par l'Union ferroviaire, promulgua une loi autorisant les entreprises d'Etat (parmi lesquelles les chemins de fer) à licencier sans indemnité tous leurs employés suspendant le travail, et finalement, le 22 février, retira la personnalité juridique à l'Union ferroviaire. Il nomma en outre à la tête des chemins de fer le général Juan Carlos de Marchi, assisté d'un groupe d'officiers du génie, et fit présider sa cérémonie de prise de fonctions par le général Alsogaray, nouveau commandant en chef de l'armée.

La suite ne fut qu'une longue succession de coups, que la classe ouvrière, livrée pratiquement sans défense à l'ennemi de classe par la politique de ses dirigeants syndicaux, ne pouvait parer. C'est ainsi que l'annonce du blocage général des salaires, après la dévaluation de mars 1967, fut précédée par le retrait de la personnalité juridique et la mise sous contrôle gouvernemental direct de cinq organisations syndicales clefs : textile, chimie, téléphone, métallurgie et travailleurs du sucre. Au travers de ces mesures, le gouvernement Onganía, d'inspiration ouvertement corporatiste, visait (et vise d'ailleurs toujours) à briser l'organisation syndicale et à obtenir l'intégration des syndicats à l'appareil d'Etat. L'attitude prise face à cette menace par l'aile « vandoriste » qui s'est déclarée prête à négocier les modalités de l'intégration avec le gouvernement (avec

l'espoir de sauver ainsi ses propres positions) a conduit en mars 1968 à la scission du mouvement syndical et à la constitution, face à la C.G.T. « *participationniste* », d'une C.G.T. « *rebelle* », décidée à défendre l'indépendance des syndicats. Ce moment a sans doute constitué le point extrême du reflux de la classe ouvrière, mais aussi le début d'un mouvement de reconstitution de ses forces dont l'ampleur s'est manifestée en mai 1969.

Car à cette date, la réaction de la classe ouvrière et des étudiants aux mesures annoncées a débouché sur une extraordinaire mobilisation de la classe ouvrière qui, en dépit de pertes très sévères en vies et des centaines d'arrestations subies au cours des luttes qui ont eu lieu depuis, paraît avoir repris l'initiative au gouvernement Onganía et créé une situation où la bourgeoisie cherche de plus en plus ouvertement une solution de rechange à une politique qui se donnait pour but l'intégration des syndicats, mais qui s'est heurtée à une résistance ouvrière que les coups précédents n'avaient pas suffi à briser. Il semble également, à étudier de près le récit des luttes en cours, que cette réaction des travailleurs ait comporté une bataille acharnée de leur part pour reconquérir le contrôle de leurs organisations syndicales et faire de celles-ci (au moins au niveau de certaines fédérations d'industrie et surtout des unions locales des plus grands centres ouvriers) de véritables organisations de classe, ayant rompu avec la bourgeoisie et l'Etat et assurant l'unité ouvrière dans le combat.

C'est le 14 mai qu'en réponse à un appel unique lancé en commun par les organisations locales des deux centrales C.G.T. les ouvriers du syndicat de la métallurgie de Córdoba, et en particulier les métallos des grandes usines de montage de Renault et de Fiat, ont débrayé contre les mesures gouvernementales et des menaces locales de réduction des horaires et des salaires dans l'industrie automobile en crise, et se sont heurtés violemment à la police, au cours de combats de rue qui ont duré plusieurs heures et fait de nombreux blessés graves. Il est très important de souligner que c'est de Córdoba, troisième ville d'Argentine, principal centre de la métallurgie et bastion ouvrier de longue date, que le mouvement est parti, car c'est cette ville qui avait été choisie par Onganía, peu de temps auparavant, comme banc d'essai de l'intégration des syndicats, et le représentant d'Onganía, le gouverneur Carlos Caballero, venait tout juste d'y installer un « *Conseil économique et social* » dans lequel ordre était donné aux syndicats de siéger. La grève et la manifestation du 14 mai avaient pour but de protester contre les nouvelles mesures d'austérité, mais aussi de briser ces projets et de lutter contre la répression policière qui frappait les militants hostiles au corporatisme.

C'est le lendemain, le 15 mai (fait qu'il faut tout de même relever à l'encontre de ceux qui voudraient à tout prix que ce soient les étudiants qui aient été le détonateur, sinon constitué l'avant-garde du mouvement), que se sont déroulées, à Resistencia et à Corrientes, d'importantes manifestations étudiantes contre la hausse des prix des repas et plus généralement le régime de répression à l'Université. Ils se sont heurtés eux aussi violemment à la police, qui faisait usage de ses armes. L'étudiant en médecine Juan Cabral est mort à Corrientes, un étudiant en économie a été tué à Rosario le 17, et, tandis que la Fédération universitaire d'Argentine (F.U.A.), clandestine depuis 1966, lançait

un ordre de grève générale pour le 21, le gouvernement décrétait la fermeture de quatre universités : Corrientes, Rosario, Santa Fé et La Plata.

Le 21 mai, la grève universitaire a été effective et totale. Dans celles des villes universitaires qui sont en même temps de grands centres industriels (notamment Córdoba et Rosario), les travailleurs ont rejoint les étudiants dans la rue, et les manifestations se sont transformées en batailles de rues où travailleurs et étudiants combattaient au coude à coude. A Rosario, les étudiants ont réussi à s'emparer de l'émetteur de radio local et ont diffusé un appel expliquant le sens de leur combat : défense contre les attaques gouvernementales, lutte contre le régime militaire et la répression policière, lutte pour les libertés démocratiques, politiques et universitaires.

Le gouvernement militaire a, bien entendu, répliqué par une accentuation de la répression et a décrété l'état d'urgence à Rosario, confiant tous les pouvoirs au général Fontesca, l'un des chefs de file de l'aile la plus réactionnaire et antiouvrière de l'armée. Mais ces mesures sont vite apparues comme un puissant facteur d'unification du front de classe face à l'Etat bourgeois et au gouvernement militaire. Chez les étudiants, un rapprochement s'est opéré entre la F.U.A. non péroniste et le Front national étudiant (F.E.N.) de tendance péroniste. Dans les syndicats, les organisations locales de Rosario des deux centrales, C.G.T. « *rebelle* » et C.G.T. « *participationniste* », décidaient de mettre fin à la scission de 1967 et fusionnaient immédiatement, tandis qu'à Córdoba elles constituaient un comité de coordination permanent, en concrétisation du Front unique qu'elles avaient établi dès le 14 face à l'ennemi de classe.

C'est d'ailleurs de Córdoba qu'est partie la phase suivante du combat. Le jeudi 29, deux jours après les combats de Rosario, les travailleurs de Córdoba se sont de nouveau mobilisés pour manifester leur solidarité avec ceux de Rosario et protester encore une fois contre la répression policière et militaire. Formés en colonnes, ils ont quitté les banlieues ouvrières et marché sur le centre de la ville. Accueillis par les coups de feu de la police, ils ont élevé des barricades avec l'aide des étudiants et occupé les principaux bâtiments publics. Des charges de tracteurs ont mis la police en déroute et l'ont forcée à faire appel aux parachutistes. C'est avec ces armes que les métallos de Córdoba ont dû alors affronter les forces de répression, au cours de combats qui ont duré plus de deux jours et qui ont coûté aux travailleurs une trentaine de morts, les chars de l'armée de terre venant appuyer les parachutistes pour tirer sur les bâtiments et détruire les barricades.

Avertie des combats de Córdoba, la classe ouvrière tout entière a immédiatement réagi, et contraint les appareils syndicaux à décréter la grève générale pour le vendredi. Le fait que le gouvernement ait déclaré celle-ci illégale et constitué dans toutes les villes des cours martiales pouvant prononcer sur-le-champ la peine de mort n'a entamé en rien la détermination de toute la classe. De l'aveu de tous les observateurs, la grève du 30 a été la grève la plus complète que l'Argentine ait connue depuis 1959 et peut-être même depuis 1942-1944, c'est-à-dire l'époque qui s'était terminée par la venue au pouvoir de Peron. Dans tout le pays, l'ensemble de l'activité économique s'est trouvé paralysé, tandis qu'à Córdoba la résistance armée des tra-

vailleurs se poursuivait toute la journée et que d'autres affrontements armés se déroulaient à Tucuman, centre de l'industrie sucrière et autre concentration prolétarienne importante.

Le nombre élevé des morts et des blessés dans les rangs ouvriers et étudiants à Cordoba, l'occupation militaire de la ville pendant plusieurs jours, l'intervention de l'armée, dans les jours suivants, à Rosario et Tucuman, les centaines d'arrestations et les lourdes peines infligées par les tribunaux militaires, l'arrestation de nombreux dirigeants syndicaux, notamment dans les rangs de la centrale C.G.T. « rebelle », la promulgation d'une loi interdisant et réprimant lourdement tout acte « inspiré par l'idéologie communiste » n'ont pas réussi à briser la mobilisation de la classe. A Tucuman, la C.G.T. réunifiée a maintenu, en dépit de la présence de l'armée, une grève générale dès le 3 juin, et à Cordoba, les six mille travailleurs de l'usine Kaiser-Renault ont refusé de reprendre le travail tant que leurs dirigeants syndicaux arrêtés ne seraient pas libérés.

Dans ces trois villes, la profondeur de la mobilisation de la classe a conduit à une succession de grèves générales, manifestations, débrayages constants au niveau des entreprises. C'est ainsi que, moins de trois semaines après l'affrontement brutal du 29 mai, le 17 juin, une nouvelle grève générale de 36 heures, décidée à Cordoba par les centrales syndicales unies, a été suivie à 100 % par les travailleurs, et que de nouveaux heurts violents se sont produits entre la police et les manifestants. Le 27 juin, une manifestation centrale convoquée par la C.G.T. « rebelle » contre le voyage de l'envoyé de Nixon a rassemblé des dizaines de milliers de travailleurs et étudiants à Buenos-Aires, malgré l'interdiction de la police. Celle-ci a fait une fois de plus usage de ses armes contre les manifestants et tué un dirigeant syndical, Emilio Janrequi, ancien secrétaire du syndicat de la presse. Un nouvel ordre de grève générale, lancé par les deux centrales unies sous la pression irrésistible des travailleurs, en particulier ceux de Tucuman, Rosario et Cordoba, a permis aux travailleurs de marquer à leur manière le troisième « anniversaire » de la dictature d'Ongania, paralysant l'activité industrielle une nouvelle fois le 1^{er} juillet, et cela malgré la décision de la plupart des syndicats de la centrale « participationniste » de désertir le mouvement à la suite de la décision prise le 30 juin par le général Ongania de proclamer l'état de siège. Ce même jour, d'ailleurs, c'est seulement sous la protection de deux chars d'assaut, de trente motos et de quinze voitures de police que l'envoyé de Nixon, Nelson Rockefeller pouvait traverser Buenos-Aires pour rendre visite à Ongania.

L'état de siège, l'arrestation des militants, en particulier de Raimondo Ungaro, secrétaire général de la C.G.T. « rebelle », et l'obligation pour cette centrale de passer dans la clandestinité n'ont pas empêché la grève générale du 1^{er} juillet, pas plus qu'ils n'ont fait obstacle à l'organisation d'une nouvelle grève générale le 27 août, à la suite du refus du gouvernement de procéder à une augmentation générale des salaires pour compenser la forte baisse du pouvoir d'achat depuis

1967, et de son refus également de mettre fin à l'état de siège et de libérer les prisonniers politiques. La grève a été massivement suivie par les cheminots, y compris les roulants. La presque totalité des ouvriers de la métallurgie, de la construction, de l'électricité ont débrayé, ainsi que les typographes et la majorité des ouvriers du textile, qui ont désavoué ainsi une fois de plus leurs dirigeants de tendance « participationniste », lesquels s'étaient refusés à reprendre à leur compte l'ordre de grève que le gouvernement avait de nouveau déclarée « illégale ». Ce dernier en fut encore une fois pour ses frais, et, à Cordoba, les autorités militaires préférèrent même diffuser par radio et télévision des communiqués officiels qui reconnaissaient aux travailleurs cordobais le droit de grève et les exhortaient simplement à ne pas troubler l'ordre public !

Ce fait et d'autres encore donnent la mesure du changement dans les rapports de forces que les travailleurs de Cordoba et de Rosario ont réussi à imposer à un gouvernement qui est pourtant de dictature militaire. Après le 27 août, les organisations syndicales réunifiées des deux villes ont donné mandat à leurs dirigeants de poursuivre la lutte, avec l'objectif d'aboutir à la chute du régime militaire. Sur place, dans les entreprises, chantiers et dépôts de Cordoba et de Rosario, les travailleurs ne tolèrent plus aujourd'hui d'atteinte à leurs positions. C'est ainsi que, le 11 septembre, à Cordoba, l'annonce du licenciement en bloc des travailleurs d'un des ateliers des usines Fiat-Concord a suscité une réaction immédiate de l'ensemble de l'usine. Les travailleurs ont envahi les locaux de la direction et pris tous les cadres de l'usine comme otages. On mesure le rapport des forces actuel à Cordoba à la lecture du communiqué de la société Fiat-Concord dénonçant « la passivité de la police, qui a tardé plusieurs heures avant de se rendre sur les lieux ». A Rosario, ce sont des sanctions pour fait de grève, prises à retardement à l'encontre de délégués du syndicat des cheminots, qui ont suscité une réaction du même type. Le 9 septembre, les dix mille cheminots de Rosario se mettaient en grève sur-le-champ et commençaient, en dépit de l'ordre de mobilisation lancé par le gouvernement, un mouvement de durée illimitée, qui a fait tache d'huile et rapidement atteint les dépôts de la capitale. Le 16 septembre, le comité de coordination des organisations C.G.T. de Cordoba et la C.G.T. réunifiée de Rosario, appuyant l'action du syndicat national des roulants, ont lancé le septième mot d'ordre de grève générale en cinq mois, et, une fois encore, travailleurs et étudiants se sont affrontés violemment avec la police dans le centre de Rosario.

C'est ainsi que les 16 et 17 septembre se sont déroulés dans cette ville des combats d'une violence comparable à ceux des 29 et 30 mai à Cordoba. Au soir du 17 septembre, on comptait au moins trois morts par balle, sans que la police ait pu reprendre l'initiative de façon certaine aux travailleurs et aux étudiants. Il ne restait au gouverneur militaire d'autre ressource que de proclamer la loi martiale et de donner l'ordre à la troupe d'ouvrir le feu sans préavis sur tout manifestant.

L'Uruguay lui aussi entre en branle

Le point de départ immédiat des combats très durs livrés en Uruguay, depuis le mois de mai 1969 également, par la classe ouvrière s'est trouvé, comme en Argentine, dans la volonté des travailleurs d'une corporation particulière — en l'occurrence les ouvriers de l'industrie frigorifique — de dresser enfin une barrière contre les attaques et empiètements répétés de la bourgeoisie et de son Etat. Pour en comprendre toute la portée, il est nécessaire de remonter quelque peu en arrière et de retracer le cours récent de la lutte des classes en Uruguay.

En novembre 1967, sous la pression du Fonds monétaire international, la bourgeoisie uruguayenne a tenté, elle aussi, de surmonter la très grave crise financière résultant de la chute de ses principales exportations traditionnelles (viande frigorifiée et laine), et du caractère totalement parasitaire du reste de son économie, en imposant à la classe ouvrière un plan d'austérité véritablement draconien, comportant le blocage des salaires et la hausse de très nombreux prix. Mais, pour cela, il fallait que le gouvernement Pacheco Areco, suivant en cela le conseil des Américains et l'exemple de ses compères militaires de Rio et de Buenos-Aires (ou encore tout bonnement de De Gaulle, dont l'action, en 1958-1959, est citée en modèle dans les milieux internationaux), réussisse à assommer politiquement la classe ouvrière, pour lui faire accepter les conséquences de la dévaluation et du plan classique de « *stabilisation* » qui l'accompagnait. C'est ainsi qu'en octobre 1967 furent définies par décret des « *mesures de sécurité immédiate* », véritable état d'exception comportant, en particulier, la militarisation des fonctionnaires qui seront déclarés coupables du crime de « *désertion* » et passibles de peines militaires en cas de grève au cours d'une période où ces mesures seraient en vigueur. Non content de suspendre cette menace au-dessus de la tête des travailleurs, le gouvernement Areco, à peine installé, décréta, le 12 décembre 1967, la dissolution et la mise hors la loi du Parti socialiste et de cinq organisations plus petites d'extrême-gauche — le Mouvement révolutionnaire oriental, le Mouvement d'action populaire, la Fédération anarchiste uruguayenne, le Mouvement de la gauche révolutionnaire et le Parti ouvrier révolutionnaire uruguayen (posadiste) — ainsi que la fermeture de deux journaux, *Epoca* et le quotidien du P.S., *El Sol*.

Mais, au cours de l'été 1968, le président Areco a été obligé d'aller plus loin. Face à l'agitation grandissante engendrée par une inflation qui atteignit le taux extraordinaire de 140 % en un an, « *laminant* » (pour employer le terme à la mode aujourd'hui dans certains cercles de la bourgeoisie française où l'on voudrait bien pouvoir en faire autant) le pouvoir d'achat des salaires bloqués au niveau de novembre 1967, Areco a mis en vigueur les « *mesures de sécurité immédiate* » et donc instauré l'état d'exception.

Un seul parti « *d'opposition* » n'a pas été inquiété pendant toute cette période, pas plus qu'il ne l'est aujourd'hui. Il s'agit bien entendu du P.C. uruguayen, dont le secrétaire général n'est autre que Arismendi, mondialement connu pour ses arbitrages en tête à tête avec Castro lors de la conférence de l'O.L.A.S., à laquelle il assistait en tant que principal homme de

confiance de la bureaucratie soviétique en Amérique latine. Dans cette situation, et dans l'impasse créée par l'absence d'une organisation marxiste révolutionnaire suffisamment enracinée dans la classe pour être capable, au lendemain de la dévaluation et des mesures de répression, de contraindre les syndicats à s'engager dans la voie de la résistance unie au gouvernement Areco, il est né une organisation, la *Tupamaros*, sans doute d'inspiration plus proche, du blanquisme que du castrisme, en dépit des références qu'elle fait à Guevara, qui s'est donné pour but la lutte contre l'Etat bourgeois par les méthodes du terrorisme. Cette organisation s'est indéniablement développée, a réussi des coups de main spectaculaires et se présente aujourd'hui, en dépit de la modification des rapports entre la classe et l'Etat que les travailleurs uruguayens ont provoquée depuis le mois de mai 1969, comme un élément dont l'avant-garde ouvrière uruguayenne ne pourra sans doute pas faire abstraction à l'avenir et rencontrera vraisemblablement comme un obstacle dans la voie de la construction d'un parti révolutionnaire authentique. Le cours de la lutte de classe des derniers mois paraît indiquer cependant que cette avant-garde existe, et qu'elle a considérablement modifié sa position de force face aux courants stalinien ou blanquistes en fonction même de la combativité et de l'aptitude à réaliser le Front unique ouvrier dont a fait preuve la classe ouvrière au cours des tout derniers mois, ainsi qu'il faut maintenant l'analyser.

Au mois d'avril, poursuivant l'application systématique de son plan d'austérité, mais dans des conditions où il a cru pouvoir se permettre la levée de l'état d'exception, le gouvernement Areco a annoncé sa décision de retirer aux travailleurs de l'industrie des produits frigorifiques (dont l'activité porte surtout sur la viande, principale exportation du pays) les deux kilos de viande quotidiens qu'ils recevaient traditionnellement, et de ne leur accorder aucune compensation salariale équivalente. Les travailleurs se sont immédiatement mis en grève. Ils ont occupé les entrepôts et ont établi des campements à proximité, de manière à pouvoir faire face à tout moment aux tentatives du gouvernement de reprendre ces entrepôts par la force. Après beaucoup d'hésitations, vers le quarante-cinquième jour de la grève, le gouvernement a effectivement essayé d'atteindre cet objectif, et c'est ainsi que se sont déroulées, début juin, une série de batailles de rues, extraordinairement violentes, entre la police, aidée par les blindés de l'armée, et les grévistes, auxquels sont venus en aide les étudiants et les travailleurs d'autres corporations. Après deux jours de combat, les forces de l'ordre ont réussi temporairement à reprendre le contrôle du quartier, mais nullement à faire reprendre le travail aux grévistes.

La mobilisation de toutes les couches et de tous les secteurs de la classe ouvrière pour soutenir les travailleurs de l'industrie frigorifique a d'autre part contraint la centrale syndicale C.N.T. (Convention Nationale du Travail) à lancer un ordre de grève générale, qui a été suivi massivement, le 11 juin, à Montevideo par plus de 500 000 travailleurs du secteur public et privé, paralysant toute l'activité.

La grève générale du 11 juin paraît avoir servi de signal à toutes les corporations. Première grève générale depuis la levée de l'état d'exception, elle a ouvert une brèche dans le système de domination de classe mis en place par Pacheco Areco en redonnant aux travailleurs, précédemment durement touchés par les mesures de 1967 et l'application de l'état d'exception en 1968, le sentiment de leur force, et cela mieux que n'auraient jamais pu le faire les coups de main spectaculaires des *Tupamamos*.

C'est ainsi qu'à partir du 12 juin dernier se sont déclenchés une suite ininterrompue de mouvements et de combats : grève de trois jours du 13 au 16 juin des employés de la plus importante entreprise de transports par autobus de l'Uruguay, l'*Onda* ; immédiatement après, grève des cheminots ; puis, à partir du lundi 17 juin, grève de trois jours des employés de la municipalité de Montevideo ; et, pendant deux jours, à partir du mardi 18, des 220 000 fonctionnaires de l'État, exigeant l'inscription dans le budget d'un relèvement de leurs traitements de 50 %. De leur côté, les travailleurs de la société d'État de l'électricité et du téléphone ont annoncé le 17 leur intention de se mettre en grève illimitée si des travailleurs, licenciés pour fait de grève, n'étaient pas immédiatement réintégrés. Les employés de banque et les professeurs de lycée se sont mis en grève le 18, tandis que les ouvriers frigorifiques en grève se heurtaient de nouveau le même jour à la police aux abords des dépôts. Le gouvernement a voulu répliquer en fermant un journal de gauche, *Extra*, mais n'a fait que provoquer la riposte unanime des syndicats du livre et de la presse, et s'est vu dans l'obligation d'annoncer qu'il recevrait l'envoyé de Nixon à la station balnéaire de Punta del Este, faute de pouvoir assurer sa sécurité à Montevideo. En même temps ont eu lieu une série d'attentats spectaculaires, dont celui contre le siège de la General Motors. La décision suivante du gouvernement a été celle de fermer tous les établissements scolaires jusqu'à la fin du mois de juin, en raison « de l'agitation syndicale qui existait dans l'enseignement, mettant en danger l'ordre public ». Enfin, devant la riposte de la classe ouvrière et la décision de la C.N.T. d'appeler de nouveau à la grève générale pour le 26 juin, Pacheco Areco a annoncé le rétablissement de l'état d'exception, qu'il avait cru pouvoir lever trois mois auparavant.

Cette fois, cependant, les rapports de force entre le gouvernement et la classe ouvrière n'étaient plus les mêmes qu'en novembre 1967, et l'état d'exception s'est rapidement avéré une arme assez inefficace en face de la mobilisation en profondeur de toute la classe ouvrière. C'est ce qui a été démontré par le succès complet de la

grève générale du 26, dont l'ordre a été maintenu par la C.N.T. en dépit du rétablissement de l'état d'exception et de la déclaration de la grève comme « *illégale* ». C'est ce qui a été également démontré par le déroulement de la grève, menée jusqu'à la victoire par les employés de banque de Montevideo, en dépit de l'état d'exception.

En effet, contrairement à toute attente, et en démenti cinglant aux théories dites scientifiques qui exposent l'embourgeoisement prétendu des travailleurs du « *secteur tertiaire* », ce sont les employés des banques privées qui se sont chargés de faire la démonstration la plus écatante du nouveau rapport de forces qui existe en Uruguay. De toutes les grèves déclenchées dans la semaine du 16 au 22 juin, c'est la grève des « *banquiers* » qui a été la seule à se prolonger et à conduire, parallèlement à la grève des travailleurs frigorifiques, à l'épreuve de force la plus rude de cette phase de la lutte de classe. Partis en grève le 18 juin, c'est seulement le 11 septembre, soit plus de deux mois plus tard, que les 9.000 employés des 30 banques privées du pays devaient reprendre le travail, après avoir créé les plus grandes difficultés à la bourgeoisie dans toute la vie économique, et surtout résisté à l'ordre de « *mobilisation* » lancé contre eux début août en vertu d'un décret de « *militarisation* » de la profession des employés de banque pris dans le cadre de l'état d'exception.

Bien que pour la première fois dans l'histoire de l'Uruguay une mesure semblable était appliquée à l'encontre de travailleurs du secteur privé, et bien qu'ils aient été effectivement déclarés « *déserteurs* » par le chef de l'armée, le général César Borba, à la date du 7 août, les employés de banque n'ont pas cédé pour autant et ont mené leur grève jusqu'à la victoire avec l'appui de toute la classe ouvrière. Car le succès remporté, trois jours auparavant, par une nouvelle grève générale lancée par la C.N.T. et par plusieurs associations étudiantes n'a évidemment pas été pour rien dans la résolution dont les « *banquiers* » ont fait preuve. Le 11 septembre, les employés de la banque ont mis fin à leur mouvement, après avoir obtenu la réintégration de tous les travailleurs visés pour fait de grève. Un dernier point mérite d'être souligné : la dernière des grèves générales à être lancée — celle du 4 août — l'a été alors que plus d'un millier de responsables et militants syndicaux et ouvriers se trouvaient déjà arrêtés et déportés à l'île des Fleurs. La répression s'est encore accentuée par la suite, mais les forces de combat de la classe ouvrière uruguayenne ne paraissent pas s'en trouver affectées de façon décisive.

Uruguay et Argentine

En Uruguay comme en Argentine, la classe ouvrière paraît avoir réussi, au travers de la série de combats acharnés dont nous venons de donner un écho, à modifier de façon sensible le rapport de force existant entre elle et les gouvernements bourgeois en place. Depuis mai 1969, les combats livrés contre les plans d'austérité

et de domestication des syndicats du gouvernement ont cessé de déboucher sur des défaites. En dépit d'un recours systématique aux grands moyens (état d'exception, état de guerre), les gouvernements argentins et uruguayens ont été tenus en échec et, dans le cas de l'Uruguay, ils ont même été contraints à céder et à

autoriser le relèvement des salaires des employés de banques. Si, en Argentine, il n'est sans doute pas possible de parler de victoire de la classe ouvrière, il est, par contre, à coup sûr possible de parler d'échec subi par le gouvernement militaire, échec qui oblige la bourgeoisie argentine à reconsidérer tous ses plans, et à se poser le problème d'une politique de rechange dans ses rapports avec la classe ouvrière.

Le gouvernement Ongania a annoncé en juillet son intention de généraliser la mise en place des institutions corporatistes déjà expérimentées à Cordoba. Il reste que personne ne croit plus à la viabilité de son entreprise et que ses jours sont aujourd'hui comptés et cela précisément parce qu'à Cordoba la résistance de la classe ouvrière a taillé son expérience en pièces, jusqu'à en arriver à une situation où le gouvernement militaire de la ville n'a eu d'autre choix que de reconnaître aux travailleurs le droit de grève et à contredire lui-même la lettre et l'esprit du corporatisme, théoriquement toujours en place.

« *L'insurrection de Cordoba a illustré l'échec du régime* » titrait *Le Monde* du 1^{er} juillet, tandis que dans *Le monde diplomatique* du même mois, la très respectable spécialiste des questions latino-américaines, Elena de la Souchère, expliquait sa crainte que « *le sort de la république argentine ne se joue dans la lutte qui oppose la C.G.T. à l'armée* ». Il est certain, en effet, que la chute, devenue presque inévitable d'Ongania, débouche sur la guerre civile, soit que celle-ci soit déclenchée à titre préventif par cette aile de l'armée dont le général Lanusse est le chef de file, soit qu'elle résulte d'une évolution de la situation politique vers une crise révolutionnaire où la classe ouvrière donnerait l'assaut à l'Etat bourgeois. Coincé entre les exigences des grandes entreprises étrangères et les impératifs du marché mondial, d'une part, et la puissance de cette classe ouvrière qui a su briser les plans d'Ongania et finir en échec les forces de répression de l'armée et de la police dans leurs formes d'intervention actuelles, de l'autre, aucun gouvernement de type bourgeois libéral (radical ou démocrate-chrétien) ne saurait résister plus de quelques mois. Une solution bonapartiste de type peroniste, reposant sur la reconnaissance officielle d'organisations ouvrières puissantes, même nationalistes, même partiellement intégrées à l'Etat, et faisant droit aux revendications des travailleurs, paraît aujourd'hui tout aussi inviable. Il faut souligner, d'ailleurs, que la crise du régime de Peron a précisément daté du moment où la transformation de la conjoncture mondiale et la fin de la période faste pour les pays arriérés producteurs de matières premières (guerre et immédiate après-guerre, jusqu'à la fin du boom coréen) a rendu les concessions faites par Peron à la classe ouvrière argentine incompatibles avec les conditions du marché mondial.

Quinze ans ou presque après la chute de Peron, la bourgeoisie argentine n'a toujours pas réglé ses rapports avec la classe ouvrière. Il faut même considérer que, du point de vue de la bourgeoisie, le gouvernement Ongania a, lui aussi, tenté de biaiser et n'a jamais employé — toutes proportions gardées — que des demi-mesures. Mais en faisant la démonstration de cette réalité, la classe ouvrière a singulièrement rapproché, par là même, le moment où il lui va falloir faire face à une offensive bourgeoise prenant cette fois de façon directe la forme de la guerre civile. Il est fort probable,

d'ailleurs que les 29 et 30 mai à Cordoba, c'est, dans une certaine mesure, un prélude à la guerre civile que la classe ouvrière a subi de la part de militaires qui entendaient tirer à leur façon les leçons de l'échec de la politique de l'intégration à froid tentée par le gouvernement Ongania. La tâche de construction d'un parti révolutionnaire en est d'autant plus urgente. Seul, un parti révolutionnaire peut préparer la classe ouvrière politiquement à affronter la bourgeoisie dans le cadre de la guerre civile. Seul, un parti révolutionnaire peut l'aider à créer les conditions politiques d'une résistance victorieuse en établissant le lien indispensable, sans lequel la victoire est impossible, entre la défense acharnée contre l'ennemi de classe, la lutte pour la destruction de la propriété privée et de l'Etat bourgeois et la libération de l'ensemble de la société.

Si ce parti ne se construit pas dans la toute prochaine période et si la classe ouvrière argentine demeure prisonnière d'une forme ou une autre d'idéologie bourgeoise, qu'il s'agisse du péronisme, du radicalisme ou du catholicisme social (auquel se rattache le dirigeant de la C.G.T. « rebelle », actuellement en prison, Raimundo Ungaro) les travailleurs argentins risquent de connaître les défaites les plus lourdes. La manière dont la réalisation du Front unique ouvrier face à la bourgeoisie, son Etat et son armée a été imposée, depuis mai dernier, aux organisations syndicales rivales par les travailleurs de Cordoba, Rosario et Tucuman paraît indiquer qu'il existe des militants ouvriers se battant sur la ligne du Front unique et que leur intervention a commencé à porter ses fruits. Le développement de la lutte des classes dans les prochaines semaines et les prochains mois paraît devoir mettre à l'ordre du jour le mot d'ordre de gouvernement des organisations ouvrières unies, ou, plus concrètement, de la C.G.T., toutes tendances comprises. On peut voir la preuve d'un pareil mûrissement de la crise dans le fait que Ungaro s'est vu obligé de reconnaître que c'était bien le problème du gouvernement qui était posé aujourd'hui en Argentine. Mais Ungaro s'est bien gardé de présenter une solution ouvrière au problème. C'est aux militants révolutionnaires argentins que peut seul revenir l'accomplissement de cette tâche centrale du moment actuel : l'agitation et la propagande en faveur du gouvernement ouvrier et paysan et la popularisation d'un programme pour ce gouvernement qui ait un contenu de classe plus précis que celui esquissé par Ungaro, lorsqu'il a appelé, le 27 août, à « *la rébellion contre la dictature militaire et l'invasion du capital étranger* » et à « *la lutte pour la libération nationale* ». Un tel programme doit, notamment, lier la libération nationale à des mesures radicales, non seulement contre le capitalisme « étranger », mais contre le capitalisme tout court, à la nationalisation des moyens de production, à la concentration des banques en une banque d'Etat unique, au monopole du commerce extérieur.

C'est dans des termes pratiquement identiques que le problème se pose en Uruguay. Devant l'échec de l'expansion bonapartiste de Pacheco Areco (dont le régime présidentiel comporte le maintien d'un parlement croupion et d'un équilibre politique fragile, reposant sur l'existence de l'armée, mais aussi sur celle d'un mouvement ouvrier fortement organisé), l'armée s'est avancée toujours plus sur le devant de la scène politique. La résistance de la classe ouvrière a eu des répercussions profondes dans les rangs de la bour-

geoisie, et a eu pour effet d'en précipiter la crise interne, notamment au travers d'une série de conflits constitutionnels entre le président et l'Assemblée (vote d'une motion de censure contre le ministre de l'industrie, début juin, à propos de la grève des travailleurs de l'industrie frigorifique ; tentative de l'Assemblée d'annuler le décret de militarisation des employés de banque en août). Mais il n'y a rien à attendre de ces manifestations de désarroi de la part des franges libérales d'une classe faillie. L'évolution de la crise politique en Uruguay s'achemine, comme en Argentine, mais dans des conditions qui sont plus favorables à la classe ouvrière en Uruguay qu'en Argentine, vers une situation où il n'y a plus qu'une alternative : dictature militaire, comportant l'écrasement de la classe ouvrière, ou gouvernement des organisations ouvrières appuyé sur la mobilisation directe des masses travailleuses.

Une chose est certaine : ce n'est pas plus des castristes que des stalinien du parti d'Arismendi que les militants ouvriers uruguayens peuvent attendre une orientation ouvrant la voie vers la dictature du prolétariat. L'article publié en août par *Granma*, organe du Comité central du P.C. cubain, sur le « *conflit bancaire en Uruguay* » traduit au contraire la volonté d'orienter les masses en lutte vers les partis parlementaires traditionnels, et s'attache surtout à mettre en valeur l'existence « *d'une majorité parlementaire opposée à la politique de braderie de Pacheco Areco* », majorité dépeinte comme prête à faire face aux menaces de coup d'état militaire.

Cela est parfaitement conforme à toute la politique des castristes qui repose entièrement sur deux éléments : en premier lieu, l'alliance avec la bureaucratie du Kremlin, que Castro a continuellement cherché à consolider au cours des deux dernières années ; en second lieu, une « *théorie politique* » fondée sur une incompréhension complète de la place de la classe ouvrière dans la société bourgeoise et donc dans le processus de la révolution sociale, et une volonté d'identifier la classe ouvrière avec les directions bureaucratiques qui se sont hissées au-dessus d'elle pour servir de chiens de gardes à l'ordre bourgeois. Le refus d'analyser le rôle des appareils bureaucratiques dans le déroulement de la lutte des classes en Amérique latine depuis quarante ans débouche sur des positions caractérisées par la plus profonde hostilité envers la classe ouvrière, hostilité qui confine même à la haine.

S'il existe encore des militants pour en douter, je les invite à ouvrir un petit livre intitulé « *Sur les classes sociales en Amérique latine* », qu'un frère spirituel de Régis Debray, Carlos Romeo (« *jeune économiste chilien qui s'est mis en 1959 au service de la révolution cubaine* ») a récemment publié aux Editions Maspéro. La thèse centrale de ce livre (fort prétentieux au demeurant), c'est que, « *dans les sociétés latino-américaines, en règle générale, ce n'est pas la classe ouvrière [surtout pas la partie supérieure de cette classe] qui est la plus exploitée, ce n'est donc pas elle qui a la problématique la plus révolutionnaire, mais la classe paysanne* ». Pour aboutir à cette thèse, Romeo est obligé de disposer du problème des directions bureaucratiques par une note en bas de page, où il reconnaît « *que la formation politique que les partis ouvriers ont donnée à cette classe a été dans le sens de l'économisme, de l'électorisme, voire même du réformisme* », mais se refuse à pousser l'analyse plus loin dans ce sens, pré-

férant se livrer à des considérations d'ordre « *socio-logiques* ». Celles-ci valent la peine d'être citées presque en entier, tellement elles traduisent la hargne petite-bourgeoise des castristes à l'égard d'une classe qu'ils méconnaissent totalement et dont ils ont une peur profonde.

« *Prenons, par exemple, les ouvriers des entreprises nord-américaines en Amérique latine. Ce sont des prolétaires, et, du point de vue du rapport de production qui les définit, ils sont exploités par le capital étranger. Toutefois, par le fait qu'ils appartiennent, à l'intérieur du territoire national, à la couche la plus favorisée, ils participent également à l'exploitation des couches les moins favorisées ; comparée à la moyenne nationale, leur situation économique est nettement supérieure, et sans comparaison avec celles des couches de population de l'intérieur (paysans, aparceros, etc.).*

« *Le fait d'appartenir à la classe ouvrière, c'est-à-dire d'être exploités par le capital, les unit à l'ensemble des ouvriers dans leur problématique économique et finalement même politique. Mais l'immédiat prime sur le médiateur. Leur situation les amène à participer à des mouvements de grève générale à condition qu'ils soient intéressés à la revendication, car ils ne se solidarisent pas dans tous les cas avec les autres ouvriers. Tout ceci s'explique parfaitement dans la mesure où leur problème économique est spécifique, à un niveau différent des autres, et où il ne coïncide que partiellement avec le problème économique général de l'ensemble des ouvriers du pays.*

« *La question est différente s'il s'agit d'une action politique, et surtout s'il s'agit de poursuivre un objectif révolutionnaire. Ils ont beaucoup à perdre et peu à gagner, du moins sur le plan matériel. Comment leur situation actuelle privilégiée serait-elle compatible avec un régime socialiste où domineraient la volonté et l'intérêt de la majorité ? Il leur serait bien difficile alors de conserver leurs avantages. Vont-ils risquer leur niveau de vie, le plus élevé de la classe ouvrière du pays, pour défendre les classes les plus exploitées avec lesquelles ils ont si peu en commun ? Pour les ébranler, pour les faire se joindre à la lutte révolutionnaire, il faut que celle-ci représente déjà une grande force. Une chose est sûre, c'est que ce n'est pas par eux que la révolution commencera.*

« *Que dire de l'attitude des ouvriers du cuivre au Chili vis-à-vis de la guerre au Vietnam ! Ou des ouvriers de tous les pays latino-américains qui produisent des matières premières utilisées contre les Vietnamiens ! Ce serait peine perdue que de chercher trace d'un internationalisme prolétarien, ou même d'une solidarité prolétarienne à l'échelle nationale chez ces privilégiés. Un exemple typique a été donné par la réaction anticubaine des ouvriers portuaires au Venezuela et dans d'autres pays d'Amérique latine, lorsque le gouvernement vénézuélien a dénoncé l'intervention cubaine dans la lutte révolutionnaire en train de se dérouler dans ce pays. Sur la proposition des ouvriers vénézuéliens, les dockers ont été d'accord pour refuser de charger et de décharger les bateaux des pays qui faisaient commerce avec*

Cuba ! On peut alors à juste titre se demander de quel bord sont ces soi-disant « prolétaires »...

« Cette situation ne décrit-elle pas ce qui se passe aujourd'hui en Amérique latine avec les ouvriers des entreprises d'électricité, de téléphone (presque toutes nord-américaines), des grandes entreprises textiles et métallurgiques nationales ? Plus encore, ne reflète-t-elle pas ce qui se passe avec les syndicats, en particulier avec les grandes centrales syndicales, en ce qui concerne la lutte révolutionnaire qui se livre en Amérique latine ?

« Ne pas tenir compte de la position élevée qu'occupe, dans le contexte national, une partie de la classe ouvrière, c'est se vouer à des erreurs monumentales dans l'estimation de l'identification politique et révolutionnaire de l'ensemble de la classe ouvrière en Amérique latine. Sur le plan politique, le fait de subir l'exploitation ne suffit pas à définir une classe ou une fraction de cette classe : il faut aussi tenir compte de sa situation relative dans le contexte économique-social. Lorsqu'on cesse de faire de l'unité de classe un dogme infallible, on s'aperçoit que les différents groupes ouvriers, définis en fonction de leur problématique particulière, ne représentent pas en politique une force aussi considérable que ce qu'aurait pu laisser supposer leur importance numérique, et qu'il est difficile de les intégrer dans une stratégie révolutionnaire. » (Livre cité p. 33-35.)

Cette citation suffit, je pense, pour permettre aux travailleurs de Fiat-Concorde et de Keyser-Renault à Cordoba ou aux « frigorifiques » et aux « banquiers » de Montevideo (au sujet desquels Romeo redouble, si possible est, de mépris et de haine) de savoir à quoi s'en tenir à propos des castristes. On est consterné devant tant d'ignorance mêlée à tant de hargne. Je ne relèverai, pour terminer, qu'un seul point. Effectivement, « le fait de subir l'exploitation ne suffit pas à définir une classe », mais cela dans un sens bien différent de celui suggéré par Romeo, et qui explique précisément où réside la force de la classe ouvrière d'Argentine ou d'Uruguay aujourd'hui. Une classe se définit aussi, et même de façon primordiale, par son degré et ses formes d'organisation. Rappelons une fois de plus ce que Marx (que les petits-bourgeois du genre de Romeo se plaisent à essayer d'opposer sans cesse à Lénine et à Trotsky, à la tradition bolchevique) écrivait dès 1847, dans *Misère de la philosophie*, au sujet de la classe ouvrière anglaise :

« La grande industrie agglomère dans un seul endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence les divise d'intérêts. Mais le maintien du salaire, cet intérêt commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance — coalition. Ainsi, la coalition a toujours un double but, celui de faire cesser entre eux la concurrence, pour pouvoir faire une

concurrence générale au capitaliste. Si le premier but de résistance n'a été que le maintien des salaires, à mesure que les capitalistes à leur tour se réunissent dans une pensée de répression, les coalitions, d'abord isolées, se forment en groupes, et en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient plus nécessaire pour eux que celui du salaire. Cela est tellement vrai, que les économistes anglais sont tout étonnés de voir les ouvriers sacrifier une bonne partie du salaire en faveur des associations qui, aux yeux de ces économistes, ne sont établies qu'en faveur du salaire. Dans cette lutte — véritable guerre civile — se réunissent et se développent tous les éléments nécessaires à une bataille à venir. Une fois arrivés à ce point-là, l'association prend un caractère politique.

« En Angleterre, on ne s'en est pas tenu à des coalitions partielles, qui n'avaient pas d'autre but qu'une grève passagère, et qui disparaissaient avec elle. On a formé des coalitions permanentes, des trade-unions qui servent de rempart aux ouvriers dans leurs luttes avec les entrepreneurs. Et à l'heure qu'il est, toutes ces trade-unions locales trouvent un point d'union dans la National Association of United Trades, dont le comité central est à Londres, et qui compte déjà 80 000 membres. La formation de ces grèves, coalitions, trade-unions marcha simultanément avec les luttes politiques des ouvriers qui constituent maintenant un grand parti politique sous le nom de Chartistes.

« Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, dont nous n'avons signalé que quelques phases, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique. »

Et Marx d'ajouter :

« On a fait bien des recherches pour retracer les différentes phases historiques que la bourgeoisie a parcourues, depuis la commune jusqu'à sa constitution comme classe.

« Mais quand il s'agit de se rendre un compte exact des grèves, des coalitions et des autres formes dans lesquelles les prolétaires effectuent devant nos yeux leur organisation comme classe, les uns sont saisis d'une crainte réelle, les autres affichent un dédain transcendantal. »

Dans quelle catégorie faut-il placer des gens du type de Carlos Romeo ou de ceux qui se font ses propagandistes en France ? Aux militants de répondre.